

# Rançongiciels : les assureurs pourraient se voir interdire de payer les rançons

## ASSURANCE

**Accusés d'encourager les cyberattaques en prenant en charge les rançons réclamées aux entreprises par les hackers, les assureurs demandent aux pouvoirs publics une « clarification ».**

Solenn Poullennec  
@SolennMorgan

Le débat sur le rôle des assureurs en cas de cyberattaques d'entreprises rebondit. Après que des représentants de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (Anssi) et du parquet de Paris, ont critiqué le remboursement par les assureurs des rançons réclamées par des pirates informatiques aux entreprises en échange du décryptage de leurs données, une députée appelle à légiférer contre ce type de pratique.

« La plupart des rançons sont payées en cryptomonnaies. Il faut interdire car cela peut financer le terrorisme », explique aux « Echos », Valéria Faure-Muntian, l'élue (LREM) de la Loire, spécialiste des sujets d'assurance. Il serait plus judicieux d'investir dans la prévention que dans le paiement des rançons », poursuit celle qui s'est déjà exprimée sur le sujet dans « L'Argus de l'Assurance ».

Ces déclarations interviennent après que l'exécutif a dévoilé en début d'année un plan à 1 milliard d'euros pour développer la sécurité des entreprises et des administrations, sur fond d'explosion des cyberattaques par rançongiciels en France. Celles-ci peuvent avoir des conséquences très importantes pour les entreprises victimes comme l'ont montré les attaques de Lise Charmel, Bouygues Construction ou encore Beneteau.

Jusqu'à présent, les assureurs couvrant les entreprises contre les cyberattaques tels qu'AIG, Chubb, Hiscox etc. ont accepté – sous condition – de prendre en charge le paiement des rançons. En effet, des entreprises peuvent se retrouver complètement mises à l'arrêt après une cyberattaque. Leur survie peut être en jeu.

Signe que les lignes bougent, AXA France a cependant décidé début mai de suspendre cette option « le temps que le cadre d'intervention de l'assurance soit clarifié ». En dépit de ce changement révélé par le site News Assurances Pro, ses clients pourront cependant toujours bénéficier des autres garanties, couvrant par exemple les frais de remise en état

du système informatique ou les pertes d'exploitation. « Il est primordial que les pouvoirs publics concrétisent leur position sur ce sujet [du paiement de la rançon : NDLR] afin de permettre à tous les acteurs du marché d'harmoniser leurs pratiques », fait-on valoir du côté d'AXA. « Depuis de nombreuses années, les assureurs demandent aux pouvoirs publics une clarification sur l'assurabilité des rançons », abonde Franck Le Vallois, directeur général de la Fédération Française de l'Assurance (FFA).

### Stigmatisation

« Le paiement de rançon n'intervient qu'en dernier recours et en cas d'extrême nécessité lorsque la survie de l'entreprise est en jeu : la décision de payer ou non revient toujours au client », souligne le lobbyiste, dénonçant une « stigmatisation » des assureurs.

Un groupe de Place (le Haut Comité Juridique de la Place Financière de Paris), planche sur la question et pourrait rendre ses conclusions juste avant ou après l'été.

Les assureurs se montrent en tous les cas réservés. « Interdire le remboursement de rançon pourrait freiner très fortement le développement de ce marché, puisque les assureurs ne répondraient plus aux besoins exprimés par leurs clients », assure Franck Le Vallois, suggérant

une solution « alliant prévention, procédure de dépôt de plainte et possibilité de couvrir de manière limitée ce type d'aléa ».

### Risque d'échec

« Pour l'instant, les autres assureurs du marché n'ont pas pris position », constate Christophe Madec, référent cyber chez le courtier en assurances Bessé. Celui-ci estime que moins de 10 % des entreprises assurées s'engagent dans un processus de paiement de la rançon. « Interdire le paiement de la rançon par l'assurance n'empêchera pas, il me semble, cette cybercriminalité de continuer d'agir et cela ne veut pas dire non plus que les entreprises ne la paieront pas... », juge-t-il.

« L'interdiction en France ne servirait pas à grand-chose car les sociétés se débrouilleront pour payer à l'étranger », souligne de son côté Alexis Nardone, directeur général d'Inquest, un cabinet de conseil en gestion des risques cyber. « Si l'interdiction n'est pas une démarche qui est a minima européenne, pour moi elle est vouée à l'échec ».

Son cabinet a cependant décidé d'arrêter d'aider au paiement des rançons depuis le début de l'année, au vu de l'augmentation des sommes demandées, des exigences de conformité des autorités américaines et des risques de poursuites en cas d'erreur de paiement. ■



Joël Sageu/AFP

Début mai, AXA France a décidé de suspendre son option de prise en charge des rançons réclamées aux entreprises par les hackers.

# La BCE pourrait s'inspirer de la Fed pour sa cible d'inflation

## BANQUES CENTRALES

**La Banque centrale européenne est en pleine réflexion sur la définition de sa cible d'inflation.**

Guillaume Benoit  
@gb\_eco

Retrouver une crédibilité en matière d'inflation. C'est l'un des principaux enjeux de la revue stratégique que mène actuellement la Banque centrale européenne, et qui devrait aboutir cet automne. Depuis près de dix ans, la BCE n'a pas réussi à atteindre son objectif d'une inflation - « proche, mais en dessous, de 2 % », garante de la fameuse stabilité des prix, censée créer un cadre idéal pour la croissance de l'activité. Et ce, malgré les centaines de milliards d'euros de liquidités injectés sur les marchés via ses achats d'actifs, et des taux directeurs à 0 %, voire négatifs.

La crise du coronavirus n'a rien arrangé, faisant même plonger l'inflation en territoire négatif de septembre à décembre. Une embellie a certes été constatée depuis le début de l'année. Mais, d'une part, elle risque d'être provisoire. Et, d'autre part, même à 1,6 % sur un an en avril, l'inflation reste bien en deçà de sa cible.

### Crédibilité

L'un des indicateurs les plus suivis par les économistes de la BCE, le « 5 ans dans 5 ans » le prouve. Celui-ci mesure les anticipations d'inflation moyenne à 5 ans sur une période débutant dans cinq ans. Même s'il a bien remonté récemment, il se traîne, là encore, en dessous de 1,6 %.

La banque centrale, si elle veut retrouver sa crédibilité, peut difficilement manipuler le thermomètre ou abaisser son objectif. Parmi les hypothèses étudiées, l'idée

d'une cible symétrique d'inflation a fait son chemin. La BCE pourrait la laisser dépasser temporairement 2 % sans pour autant immédiatement resserrer sa politique monétaire. L'objectif est de provoquer un électrochoc sur les marchés, qui semblent voir dans cette cible un plafond infranchissable. « La promesse de dépassement de l'inflation augmente les attentes d'inflation », avait expliqué en octobre dernier, Christine Lagarde la présidente de la BCE. Mais au sein du Conseil des gouverneurs, certains veulent aller plus loin.

C'est le cas d'Olli Rehn, le gouverneur de la Banque de Finlande. Dans une interview au « Financial Times » dimanche, il a appelé la BCE à accepter que l'inflation dépasse son objectif pendant une période longue, afin de compenser les nombreuses années où elle a évolué en dessous de la cible. Une stratégie qui est celle adoptée par la Réserve fédérale américaine l'an dernier, à l'issue de sa propre revue.

**L'idée d'une cible symétrique d'inflation a fait son chemin.**

Mais l'idée d'adopter cette « cible flexible d'inflation moyenne » ne convainc pas forcément tous ses homologues au sein du Conseil des gouverneurs. En refusant d'encadrer, par exemple, la période pendant laquelle la hausse des prix peut dépasser son objectif, la Fed se place dans une situation inconfortable, estiment certains. Le risque est qu'elle ne puisse réagir immédiatement en cas de trop forte envolée de l'inflation, puisqu'elle a promis d'être patiente. Une fois qu'une telle promesse est gravée dans le marbre, il faut quasiment une nouvelle revue stratégique pour revenir en arrière. ■

## AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES

PRÉFET DES BOUCHES DU RHÔNE  
DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ ET DE L'ENVIRONNEMENT

### AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

**Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux**  
Affaire suivie par : Christine HERBAUT  
Tél: 04.84.35.42.65  
Dossier 4-2021 AEM

En exécution de l'arrêté du Préfet des Bouches-du-Rhône du 30 avril 2021, il sera procédé, du 1er juin au 30 juin inclus, sur le territoire des communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer, à une enquête publique portant sur la demande d'autorisation environnementale modificative relevant de l'article L.181-1 du code de l'environnement présentée par la société Parc Éolien Offshore de Provence Grand Large (PEO-PGL) dans le cadre de la construction et de l'exploitation d'un parc pilote éolien flottant en mer au large de Port-Saint-Louis-du-Rhône.

Le dossier de demande d'autorisation environnementale modificative a été réalisé conformément à la décision n°19NT02389 du 6 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes afin de régulariser la procédure visant au respect des conditions fixées au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement pour déroger aux interdictions édictées pour la conservation des espèces animales non domestiques et de leurs habitats et la procédure visant au respect des conditions fixées au VII de l'article L.414-4 du code de l'environnement concernant Natura 2000.

A été désigné en qualité de commissaire enquêteur Monsieur Nouridine ASSAS – Géologue consultant.

En application de la réglementation en vigueur au jour du déroulement de l'enquête publique, les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 (distanciation physique, mesures barrières, etc...) seront fixées au cas par cas, en fonction des possibilités d'accueil du public et de configuration des locaux sous la responsabilité de l'autorité municipale.

Des recommandations d'organisation pourront être examinées avec le commissaire enquêteur afin d'assurer l'équilibre entre les exigences de la sécurité sanitaire et l'information du plus large public.

Les frais occasionnés par la mise à disposition des moyens nécessaires à la sécurité sanitaire dans le prolongement du bon déroulement de l'enquête publique seront susceptibles d'être pris en charge par le pétitionnaire.

**Le public devra se munir d'un masque lors de la consultation du dossier en mairies et lors des permanences du commissaire enquêteur.**

Le dossier soumis à enquête publique comprend les pièces suivantes :  
- la décision n°19NT02389 du 6 octobre 2020 de la Cour administrative d'appel de Nantes,  
- la note de présentation du dossier,  
- le dossier de dérogation espèces protégées,  
- l'addendum à l'évaluation des incidences Natura 2000,  
- l'avis du Conseil général de l'environnement et du développement durable, autorité environnementale,  
- les avis des parcs nationaux des Calanques et de Port-Cros et du CNPN,  
- le mémoire en réponse de la société PEO-PGL aux avis,  
- le rapport actualisé de la garante de la concertation.

Le dossier d'enquête publique sera consultable pendant toute la durée de l'enquête sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Le dossier pourra également être consulté gratuitement, sous forme numérisée, pendant la même période sur un poste informatique mis à la disposition du public à la préfecture des Bouches-du-Rhône, Direction de la Citoyenneté, de la Légalité et de l'Environnement, Bureau des Installations et Travaux Réglementés pour la Protection des Milieux, place Félix Baret, 13006 Marseille (du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 16h30 – bureau 421 – contact préalable au 04.84.35.42.65/66).

Le dossier d'enquête publique est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais auprès de la préfecture des Bouches-du-Rhône dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci.

Pour permettre une information la plus complète du public, les éléments suivants, issus de l'enquête publique précédente, seront mis à disposition, pour mémoire, selon les modalités ci-après :

- l'étude d'impact sur le projet de parc pilote éolien flottant Provence Grand Large au large de Port-Saint-Louis-du-Rhône présentée à l'enquête publique précédente et le résumé non technique,
- l'avis n° Ae 2018-27 émis le 16 mai 2018 par le Conseil général de l'environnement et du développement durable, autorité environnementale, sur l'étude d'impact précitée,
- la réponse écrite à l'avis de l'autorité environnementale réalisée par le maître d'ouvrage en septembre 2018,
- le dossier d'incidence Natura 2000,
- les pièces complémentaires,

sous format papier dans les communes de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer et en version numérique sur le site internet de la préfecture.

Les pièces du dossier d'enquête publique et le registre d'enquête établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public en

mairies de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer pendant trente jours consécutifs, du 1er juin au 30 juin 2021 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours ouvrables, aux heures d'ouverture des locaux, et consigner ses observations et propositions sur les registres d'enquête ouverts à cet effet.

Pendant la durée de l'enquête, les observations et propositions du public pourront être adressées au commissaire enquêteur par voie postale (le cachet de la poste faisant foi) à la mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, ou par courrier électronique à l'adresse suivante [pref-ep-pgl-eolien@bouches-du-rhone.gouv.fr](mailto:pref-ep-pgl-eolien@bouches-du-rhone.gouv.fr) (capacité maxi 5MO). L'accès à la messagerie électronique sera limité à la durée de l'enquête publique, soit du 01/06/2021 à 9h00 (heure d'ouverture) au 30/06/2021 à 17h00 (heure de clôture).

En outre, les observations et propositions écrites et orales seront reçues par le commissaire enquêteur, Monsieur Nouridine ASSAS, qui se tiendra à la disposition du public aux lieux, jours et heures suivants :

- Port-Saint-Louis-du-Rhône - Pôle Technique Municipal - 25 avenue Max Dormoy (13230)
  - Mardi 1<sup>er</sup> juin 2021 de 9h00 à 12h00
  - Lundi 14 juin 2021 de 9h00 à 12h00
  - Mercredi 23 juin 2021 de 14h00 à 17h00
  - Mercredi 30 juin 2021 de 14h00 à 17h00

- Martigues - Direction de l'Urbanisme - Hôtel de ville - avenue Louis Sammut (13500)
  - Mardi 8 juin 2021 de 9h00 à 12h00
  - Vendredi 18 juin 2021 de 14h00 à 17h00

- Port-de-Bouc - Hôtel de ville - 20 cours Landrivon (13110)
  - Jeudi 10 juin 2021 de 9h00 à 12h00
  - Mardi 22 juin 2021 de 14h00 à 17h00

- Fos-sur-Mer - Hôtel de ville - avenue René Cassin (13270)
  - Mercredi 2 juin 2021 de 14h00 à 17h00
  - Mardi 15 juin 2021 de 9h00 à 12h00
  - Vendredi 25 juin 2021 de 14h00 à 17h00
  - Mardi 29 juin 2021 de 9h00 à 12h00

Les observations et propositions du public<sup>(1)</sup> transmises par voie postale ainsi que les observations écrites émises auprès du commissaire enquêteur lors des permanences ci-dessus seront consultables en mairie de Port-Saint-Louis-du-Rhône, siège de l'enquête, aux heures d'ouverture au public et sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

Les observations et propositions du public<sup>(1)</sup> transmises par voie électronique seront consultables sur le site internet de la préfecture où elles seront publiées dans les meilleurs délais conformément à l'article R.123-13 du code de l'environnement.

L'ensemble des observations et propositions du public sera communicable aux frais de la personne qui en fait la demande, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration, pendant toute la durée de l'enquête.

À l'issue de l'enquête, copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera tenue sans délai à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête dans les mairies de Port-Saint-Louis-du-Rhône, Martigues, Port-de-Bouc et Fos-sur-Mer où s'est déroulée l'enquête ainsi qu'à la préfecture des Bouches-du-Rhône et sur son site internet.

L'autorité compétente pour prendre la décision requise au titre du code de l'environnement est le Préfet des Bouches-du-Rhône.

Cette décision sera prise, dans les conditions des articles R.181-39 à R.181-41 du code de l'environnement, sous la forme d'un arrêté préfectoral d'autorisation environnementale modificative assorti de prescriptions, ou de refus, et sera mise en ligne sur le site internet de la préfecture des Bouches-du-Rhône <http://www.bouches-du-rhone.gouv.fr>

La personne responsable du projet est la :

Société Parc Éolien Offshore de Provence Grand Large  
Cœur Défense – Tour B  
100 Esplanade du Général de Gaulle  
92932 Paris La Défense Cedex

Des informations sur le projet peuvent être demandées auprès de ladite société à :

Mme Emma GOUZE, cheffe de projets environnement - tél : 06.28.54.60.12 – email : [emma.gouze@edf-re.fr](mailto:emma.gouze@edf-re.fr) ou M. Philippe VEYAN, directeur de l'action territoriale et des autorisations - tél : 04.42.29.80.05 – email : [philippe.veyan@edf-re.fr](mailto:philippe.veyan@edf-re.fr)

<sup>(1)</sup> Les données personnelles contenues dans les observations et propositions du public, quelles que soient leurs formes, et recueillies au cours de l'enquête environnementale seront consultables en ligne.

Pour le Préfet  
La Secrétaire Générale Adjointe

signé  
Anne LAYBOURNE